



Rapport d'activité et plan de travail  
Juillet– septembre 2004

[www.mdrp.org](http://www.mdrp.org)





## Rapport d'activité et plan de travail Juillet-septembre 2004

1. Le présent rapport fait le point des activités poursuivies dans le cadre du Programme multi-pays de démobilisation et de réintégration (MDRP), depuis la publication du précédent rapport, d'avril à juin 2004. Ce rapport reprend les quatre composantes principales du MDRP, à savoir : i) les programmes nationaux de démobilisation et de réintégration, ii) les projets spéciaux; iii) les activités régionales et iv) la gestion globale du programme. Le présent rapport comprend également en annexes des tableaux qui faisant le point des programmes nationaux et des projets spéciaux, un état financier non vérifié du Fonds fiduciaire du MDRP et un plan de travail révisé pour la période d'octobre à décembre 2004.

### I. Programmes nationaux

#### *Angola*

2. Pour ce trimestre, les chiffres recueillis par le gouvernement indiquent que sur les 97 138 combattants démobilisés de l'UNITA, 62 418 ont reçu des kits de réinstallation et 49 778 ont perçu des indemnités de réinsertion, d'un montant approximatif de 100 dollars américains. En outre, les pouvoirs publics estiment que 6 500 ex-combattants ont été officiellement employés par les ministères de la Santé et de l'Éducation, 4 448 personnes ont bénéficié d'une formation dispensée par le ministère de l'Administration publique, de l'Emploi et de la Sécurité sociale et environ 8 000 autres personnes ont été employées dans différentes institutions publiques et privées, grâce au financement d'institutions autres que la Banque Mondiale et le MDRP. Par ailleurs, ces opportunités de réintégration concernent, non seulement les groupes cibles du Programme angolais de démobilisation et de réintégration - (les démobilisés de l'après - Luena), mais également les ex-combattants démobilisés dans le cadre des accords de Bicesse et de Lusaka. L'IRSEM et les comités d'approbation, au niveau provincial, sont en train d'examiner les offres des partenaires responsables de l'exécution du programme, portant sur environ 22 000 autres opportunités de réintégration, qui seront financés à travers le Programme angolais de démobilisation et de réintégration.

3. Par ailleurs, l'IRSEM continue de renforcer ses capacités institutionnelles en recrutant à des postes clés du personnel municipal (*asistentes rurais*), des conseillers provinciaux et du personnel national du chargés du système de gestion de l'information (SGI); en donnant au personnel provincial une formation très complète ; et en concluant des marchés pour l'acquisition des équipements, les travaux de génie civil et l'assistance technique. Durant le trimestre, l'IRSEM a également élaboré une stratégie pour les groupes vulnérables avec l'aide reçue à travers le MDRP, au début du trimestre. En outre, l'IRSEM, la Commission européenne, le ministère de la Réintégration sociale et l'UNICEF sont parvenus à un accord au sujet d'un don de 15 000 000 euros, en appui aux groupes vulnérables affectés par le conflit. Sur le montant de ce don, l'IRSEM recevra 13 500 000 euros, par l'entremise d'un fonds fiduciaire réservé à cet effet, et administré par la Banque mondiale.

*Burundi :*

4. L’accord de don du Fonds fiduciaire du MDRP en appui au programme du Burundi a été signé le 16 juillet 2004. Le don de l’IDA est entré en vigueur le 10 septembre 2004, après que le gouvernement du Burundi eut rempli, en août 2004, les conditions d’entrée en vigueur, à savoir : i) l’adoption d’un décret définissant le statut du combattant, ii) la promulgation d’un arrêté ministériel définissant le statut de Gardien de la Paix et de Combattant militant et iii) la publication d’un Manuel d’exécution du programme. Depuis lors, 5 200 000 dollars ont été décaissés pour le programme.

5. Le Secrétariat exécutif de la Commission nationale pour la démobilisation, la réinsertion et la réintégration (SE/CNDRR) a terminé la remise en état de deux centres de démobilisation (Gitega et Randa). L’achèvement des travaux de réhabilitation d’un troisième centre à Muramvya est prévu pour le 15 octobre 2004. En outre, le SE/CNDRR a acheté les équipements nécessaires et autres articles, et a recruté le personnel indispensable à la mise en œuvre du processus de démobilisation. La mise au point des contrats relatifs aux transports, à l’assistance médicale et à l’orientation est pratiquement terminée. Le SE/CNDRR a également contacté la GTZ-IS pour l’installation d’un système de gestion de l’information appelé à jouer un rôle essentiel dans l’identification et le suivi des bénéficiaires. Afin d’assurer une meilleure coordination de leurs activités au cours de la phase de démobilisation, le SE/CNDRR et l’ONUB ont mis en place un centre d’opérations conjointes.

6. Comme le lui assignait son mandat, l’ONUB a joué un rôle clé dans la coordination des activités liées à la réforme du secteur de la sécurité (SSR) et aux activités de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR). La Banque mondiale et le Secrétariat du MDRP ont travaillé en étroite collaboration avec l’ONUB pour adapter et mettre en place des mécanismes de coordination, pour les activités de DDR d’une part et pour celles liées à la réforme du secteur de la sécurité. Cependant, l’harmonisation de la planification des programmes SSR et DDR reste un défi, en raison notamment de la multiplicité des mécanismes de contrepartie avec les autorités du Burundi (Chefs d’État-Majors, Ministère de la Défense, Commission mixte de cessez-le-feu intégrés). Le 22 juillet 2004, la Commission Mixte de Cessez-le-feu a approuvé l’inclusion des programmes d’intégration de l’armée et de la police dans le plan des opérations conjointes. Le processus d’intégration des militaires a commencé dans le Centre d’harmonisation de Tenga, avec 2000 combattants du FAB et du CNDD-FDD (Nkurunziza). Cependant, les plus petits Mouvements et Forces politiques armés (APPM) ont, jusque là, refusé d’entrer dans le processus. La date du déploiement du premier contingent du personnel actuellement à Tenga, reste à fixer.

7. La distribution de vivres et autres articles de première nécessité aux combattants armés des partis et mouvements politiques regroupés sur 11 sites se poursuit avec le soutien financier de la Commission européenne. Selon les dernières vérifications de l’ONUB qui remontent à septembre 2004, le nombre de personnes dans les zones de rassemblement a atteint 20 979. Les défis que pose la fourniture d’une telle assistance, sur les plans logistique et sécuritaire, soulignent la nécessité d’initier les activités de démobilisation et d’intégration dans l’armée et dans la police, et d’évacuer ces zones, le plus tôt possible.

*RCA*

8. Le don de 9 800 000 dollars alloué au PNUD au titre du Fonds fiduciaire du MDRP a été signé par le Chef de l’État le 13 août 2004, date à laquelle il est ainsi entré en vigueur. Le PNUD a terminé le recrutement du personnel nécessaire au programme, et de grands progrès ont été enregistrés dans la préparation en vue de la mise à exécution du programme. Des missions ont été envoyées sur le terrain pour créer une base de données sur les ex-combattants. Celle-ci est appelée à jouer un rôle essentiel dans le suivi et l’évaluation du programme, et elle devrait permettre de gérer les préoccupations de ces ex-combattants dans les meilleurs délais. Une autre mission portant sur le désarmement a également été organisée pour étayer la rédaction d’un document d’orientation et d’un programme opérationnel, au niveau national. Le PNUD a approuvé un financement supplémentaire de 850 000 dollars en faveur du budget de ce sous-programme, ce qui porte la contribution totale du PNUD à 1 250 000 dollars. Ce financement est destiné à financer les opérations de désarmement des ex-combattants et les composantes « sécurité pour le développement » du programme. Le 14 septembre 2004, le gouvernement a adopté un décret portant création de la « Commission nationale pour le désarmement, la démobilisation et la réinsertion ».

*RDC*

9. Au cours du dernier trimestre, la CONADER a continué à renforcer les systèmes techniques et opérationnels nécessaires à la mise en œuvre du PNDDR. L’accent a été mis sur :

- Sensibilisation : formation des formateurs, mise au point de matériels de sensibilisation, lancement de la campagne de sensibilisation ;
- Centres d’orientation : une équipe conjointe de la CONADER et de l’Etat Major a terminé l’évaluation de 25 sites appelés à être utilisés comme centres d’orientation. L’équipe avait pour objectif de veiller à ce que les sites se situent à une distance raisonnable aussi bien des « centres de brassage » que des emplacements où sont actuellement stationnés les troupes. Les résultats de cette évaluation vont permettre aux membres du Centre Opérationnel Conjoint (CONADER, Etat Major, MONUC) de planifier leurs opérations. En outre, dans le cadre de la préparation des centres, des formations ont été organisées sur l’identification, la vérification et l’orientation ;
- Désarmement : cette composante sera réalisée avec l’appui de la MONUC. À cet effet, les pouvoirs publics et la MONUC sont en train de mettre la dernière main au plan opérationnel conjoint sur le désarmement ;
- Enfants soldats : tous les organisations financés dans le cadre des projets spéciaux ont préparé des Protocoles d’accord avec la CONADER pour signature ;
- Réinsertion : suite au séminaire qui s’est tenu en juin 2004 sur l’élaboration d’une stratégie nationale de réinsertion axées sur les adultes, la CONADER est en train de finaliser cette stratégie qui sera, ensuite, diffusée largement ;
- Ituri : le programme DRC (Désarmement et Réinsertion Communautaire) a été lancé en Ituri. Le PNUD met en œuvre ce programme en appui à la CONADER, par le biais du mécanisme de réponse rapide.

10. L’appui à la préparation du programme et à la mise en œuvre des activités actuelles se fait à travers le mécanisme de financement de la préparation des projets (PPF) et les projets spéciaux. La CONADER et

la CGFDR travaillent à satisfaire aux conditions d’entrée en vigueur du don de l’IDA. Cependant, il reste toutefois à régler certaines questions ayant trait à la mise en place de systèmes financiers appropriés et à l’ouverture des comptes.

11. Au cours des dernières semaines, la communauté internationale a fait connaître sa préoccupation quant à la manière dont était envisagée l’intégration des forces armées. Elle a notamment souligné qu’il n’y avait pas de plan d’intégration arrêté d’un commun accord, ni de plan opérationnel applicables à des interventions immédiates, ni de budget détaillé. En tant que participant au « tronc commun », la CONADER a pris une part active à ces discussions pour faire en sorte que la planification soit appropriée et que les réponses proposées soient conformes au programme national et aux conditions applicables aux financements actuels.

#### *Rwanda*

12. La mise en œuvre du programme de réintégration et de démobilisation rwandais se poursuit. Au 15 juin 2004, 21 592 combattants ont été démobilisés, dans le cadre de la phase actuelle du programme. Une mission d’appui à la mise en œuvre a constaté, fin juin 2004, que l’appui à la réintégration, fourni dans le cadre du Programme, a des effets positifs sur les conditions de vie des ex-combattants. En outre, les pouvoirs publics ont donné leur accord à la réalisation d’une étude sur le devenir des bénéficiaires du programme et d’une analyse de la dynamique de réintégration communautaire.

13. Cependant, le faible taux de rapatriement des membres des groupes armés rwandais encore en RDC empêche le programme de contribuer autant qu’il le pourrait à la stabilité régionale. Le Secrétariat du MDRP recherche toutes les occasions d’améliorer la coopération entre les gouvernements de la RDC et du Rwanda sur les questions relatives au désarmement et au rapatriement des membres des groupes armés rwandais en RDC.

14. Avec l’appui d’un Conseiller en réintégration (financé par DFID), la Commission rwandaise de démobilisation et de réintégration a mené à bien plusieurs travaux d’analyse (notamment des études de repérage, des enquêtes sur les bénéficiaires, et d’autres études encore). Le Gouvernement allemand a commencé à mettre en œuvre son programme d’appui à la formation et à la réintégration qui fait appel aux populations locales et qui s’inscrit dans le cadre du Programme rwandais de démobilisation et de réintégration.

#### *Autres programmes*

15. En collaboration étroite avec ses partenaires, le Secrétariat du MDRP a continué d’appuyer d’autres programmes nationaux en cours de préparation.

- République du Congo : Le Secrétariat du MDRP a mené une mission du 10 au 24 juillet, composée des représentants de plusieurs organismes, chargée de faire avancer la réflexion sur un éventuel programme national. Cette mission s’est inspirée des enseignements tirés de l’expérience passée et a travaillé en collaboration avec les pouvoirs publics et avec les partenaires, en vue d’élaborer un programme bien structuré, à composantes multiples, qui devrait faciliter la transition vers une forme normale d’aide au développement. Cette mission est parvenue à la conclusion que le Gouvernement de la République du Congo devait adopter une politique d’ensemble qui s’inscrive dans

le cadre de son Document intérimaire de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP-I) et dont l’objet serait de consolider la stabilité nationale. Le programme à composantes multiples actuellement en cours de préparation, portera sur les éléments suivants : désarmement et gestion des armes remises (où le PNUD joue un rôle important) ; démobilisation et réintégration des ex-combattants ; réintégration des enfants soldats et des groupes à besoins spéciaux ; réduction et prévention de la violence ; réforme du secteur de la sécurité.

Dans ce contexte, les pouvoirs publics ont commencé, avec l’appui de partenaires internationaux et du Secrétariat du MDRP, à modifier et à étendre leur programme actuel de démobilisation et de réintégration, portant sur environ 25 000 à 30 000 bénéficiaires. Le programme révisé doit être financé dans le cadre du MDRP et devra comprendre des critères stricts d’éligibilité, des méthodes de sélection améliorées, des procédures simplifiées régissant l’octroi d’une aide à la réintégration et un suivi rigoureux des résultats du programme, ce qui implique d’augmenter le nombre des bureaux décentralisés et de mettre en place un système simplifié de gestion de l’information. En outre, il est prévu de doter ce nouveau programme d’une structure de coordination à laquelle collaboreront les partenaires nationaux et internationaux. Un avant-projet de ce nouveau programme a été diffusé localement.

- Ouganda. Le gouvernement ougandais a officiellement demandé à participer au MDRP, en novembre 2002. Il a été établi, dès le stade initial des discussions avec les pouvoirs publics, que seuls des résultats concrets dans le processus de réexamen de la politique de défense et des avancées décisives vers un règlement du violent conflit qui ravage le Nord du pays permettraient d’envisager l’octroi d’un appui à la démobilisation. Étant donné que certains progrès avaient été enregistrés dans le réexamen des politiques de défense et que l’évolution de la situation dans le Nord justifiait un optimisme prudent, les discussions ont repris avec les pouvoirs publics au cours du deuxième trimestre 2004. L’engagement du MDRP reste conditionnel à la satisfaction des exigences mentionnées dans le rapport de la Mission de supervision conjointe d’octobre 2003. Au cours d’une mission qui s’est déroulée en août 2004, le Ministre d’État à la Défense et le Ministre responsable des Affaires Spéciales auprès du Premier Ministre se sont déclarés heureux de la possibilité qui leur était offerte de poursuivre le dialogue avec le MDRP lors de la visite de la Mission de supervision conjointe en Ouganda, du 18 au 20 Octobre 2004.

## **II. Les Projets spéciaux**

16. Des accords juridiques, concernant 11 des 12 projets spéciaux entérinés par des Comités ad hoc locaux en RDC, Angola, Burundi, République centrafricaine et Ouganda et approuvés par la Banque Mondiale, ont été finalisés. Au total, 38,3 millions de dollars ont été engagés, à ce jour, par le biais de ces accords légaux. On trouvera ci-après une description actualisée de ces projets spéciaux, par pays. L’annexe 2 donne des informations supplémentaires sur les projets spécifiques.

- L’Angola. On estime à environ 45 000 le nombre des ex-combattants ayant reçu semences et d’outils et bénéficiant actuellement d’une assistance technique offerte par les agences du réseau de la FAO. Par ailleurs, environ 4 700 possibilités de réinsertion économique ont été créées, sont actuellement en cours, et permettent d’évaluer à titre expérimental la validité des différentes stratégies

portant sur les travaux communautaires, la formation professionnelle, le micro-crédit, les services d’appui aux entreprises, etc. L’assistance technique fournie par le PNUD au titre du renforcement des capacités, et notamment le soutien accordé récemment en vue de la mise au point d’un système de gestion de l’information, a été efficace et bien intégrée au Programme angolais de démobilisation et de réintégration. L’IRSEM se procure maintenant directement certaines composantes de cette assistance technique et a entamé des discussions avec la FAO pour solliciter son assistance en vue de la prochaine campagne agricole. Toutefois, les retards dont s’accompagnent le décaissement des fonds alloués aux sous-projets de réintégration, l’achat d’équipements importants tels que les trousseaux à outils et le paiement des prestations des consultants des projets, risquent de compromettre la réussite du projet spécial et de repousser sa date de clôture, initialement prévue pour décembre 2004.

- Burundi : L’accord de don entre l’UNICEF et la Banque mondiale a été signé et un premier décaissement est en cours. Entre temps, l’UNICEF et le Secrétariat Exécutif du Programme National continuent à travailler, en étroite collaboration, sur les besoins nécessaires à l’exécution de la composante démobilisation et réinsertion du programme.
- République centrafricaine : voir le paragraphe sous la rubrique *Programme National* ci-dessus.
- RDC : *Projets Spéciaux en faveur des enfants soldats* : les agences de protection de l’enfance n’ont pas fait état de progrès significatifs sur le plan de la démobilisation et de la réinsertion des enfants soldats, au cours des deux derniers mois. La mobilisation en vue de soustraire les enfants à l’emprise des différents groupes armés doit se renforcer à plusieurs niveaux. En collaboration avec la CONADER, le consortium d’ONG ( regroupant IRC, CARE, et IFESH), l’UNICEF et d’autres agences sont en train de terminer la mise en place d’une base de données nationale recueillant des informations concernant les enfants séparés de leurs familles. Ceci permettra au MDRP de disposer de statistiques mensuelles.
- Ouganda : L’accord de don de 4 200 000 dollars du Fonds fiduciaire du MDRP destiné à soutenir les activités de la Commission de l’Amnistie a été signé en août 2004. Un consultant du MDRP travaille actuellement avec la Commission de l’Amnistie pour l’aider aux premiers stades de la passation des marchés de fournitures et de la conclusion des contrats de services nécessaires à la mise en œuvre du projet. Le Secrétariat du MDRP a visité Kampala à plusieurs reprises, au cours de la période sur laquelle porte le rapport pour faciliter le processus d’entrée en vigueur du projet. Les conditions d’entrée en vigueur tiennent au recrutement d’un organisme de gestion financière (les propositions de cinq agences présélectionnées étaient dues le 8 octobre) et à l’achèvement d’un Manuel d’exécution du Projet jugé acceptable. L’entrée en vigueur est prévue durant la première moitié du mois de novembre 2004. Le Secrétariat du MDRP a favorisé l’envoi d’une mission de quatre membres de la Commission d’amnistie au Rwanda au cours de la dernière semaine de septembre, afin qu’ils puissent échanger des idées et tirer parti des enseignements du Programme rwandais de démobilisation et de réinsertion.

En août, le gouvernement ougandais a prolongé de trois mois la loi d’Amnistie, sous sa forme actuelle, soit jusqu’au 16 novembre 2004. La possibilité de trouver une solution au violent conflit qui oppose les forces gouvernementales à l’Armée de Résistance du Seigneur (LRA) dans le nord du pays donne lieu à un optimisme croissant. En effet, la conjonction d’une coopération plus efficace entre les Forces de défense populaires de l’Ouganda et les militaires/groupes armés du Soudan, d’une pénurie alimentaire au Soudan et de l’utilisation de messages positifs à l’intention des combattants de la LRA,

semblent avoir contribué à l’augmentation du nombre de combattants abandonnant les armes pour rejoindre le programme. Au cours des derniers mois, plusieurs centaines de personnes, dont des hauts responsables de la LRA, ont bénéficié d’une amnistie. A ce jour, 8 000 combattants attendent de bénéficier d’une telle mesure. Toutefois, les enquêtes de la Cour pénale internationale sont une source de préoccupations pour d’éventuels candidats qui craignent que la loi d’amnistie ne les protège pas complètement d’éventuelles poursuites judiciaires.

### **III. Activités Régionales**

17. La Commission rwandaise de démobilisation et de réinsertion a reçu des délégations du Secrétariat Exécutif de la Commission Nationale pour la Démobilisation, la Réinsertion et la Réintégration (Burundi), du CNDD-FDD (Nkurunziza) (Burundi) et de la Commission d’Amnistie (Ouganda) visant à tirer parti des enseignements des uns et des autres, d’échanger des idées et de prendre connaissance d’autres démarches possibles.

18. Le Secrétariat du MDRP a facilité les discussions entre la MONUC et le Secrétariat exécutif du NCDRR au Burundi, ce qui a abouti au rapatriement de 37 ex-combattants Burundais, de l’Uvira (RDC) vers des zones de rassemblement au Burundi.

19. Le MDRP a engagé un Spécialiste en démobilisation et réinsertion qui sera basé dans l’est de la RDC. Entre autres responsabilités, il sera chargé de favoriser l’établissement de liens entre les programmes nationaux burundais, rwandais et ougandais et les parties concernées en RDC.

### **IV Gestion du Programme.**

#### *Dotation en personnel, gestion et coordination du programme.*

20. Au cours de la période faisant l’objet du présent rapport, le Secrétariat du MDRP a fini de recruter le personnel qui restait encore à recruter et tous ont maintenant rejoint leurs postes respectifs (Washington DC, Kinshasa, et Bujumbura), à l’exception de la personne qui sera affectée à Goma et qui apporte temporairement son soutien au programme du Burundi. Le processus de recrutement d’un cabinet de consultants indépendant, chargé de réaliser l’étude à mi-parcours du MDRP, était pratiquement terminé à la fin de ce trimestre et l’équipe de consultants était mobilisée, afin qu’elle puisse coïncider avec la mission conjointe de supervision du MDRP.

#### *Administration du Fonds fiduciaire ; Recettes, Dépenses et Engagements.*

21. A la fin du trimestre, le Fonds fiduciaire du MDRP disposait d’un montant total de 94 400 000 dollars (voir *Annexe 3*). Le montant total des décaissements à la fin du trimestre s’élève à 23 500 000 de dollars au titre des programmes nationaux, des projets spéciaux, des activités régionales, de la gestion et de l’administration des programmes, tandis que l’encours des engagements se chiffre à 118 500 000 de dollars (soit 99 200 000 dollars pour trois programmes nationaux et 19 300 000 dollars pour les projets spéciaux). Un accord de don du Fonds fiduciaire du MDRP, d’un montant de 48 400 000 dollars, a été signé le 15 septembre 2004, entre la Banque mondiale et le gouvernement anglais. Le premier

décaissement est prévu pour octobre 2004. Un autre accord de don, pour le programme national en RDC ( d’un montant total de 100 000 000 dollars), est en cours de finalisation et commencera à décaisser avant la fin de l’année 2004.

### V. Plans du Prochain Trimestre

22. Pour le trimestre prochain (octobre à décembre 2004), le programme de travail du Secrétariat du MDRP portera principalement sur les domaines généraux suivants (*voir Annexe 4 pour plus de détails sur le plan de travail*).

- *Les programmes nationaux* : évaluer et négocier le programme national en République du Congo et obtenir l’approbation du Comité du Fonds fiduciaire pour un don du Fonds fiduciaire; aider le gouvernement du Burundi à lancer les activités de démobilisation ; faciliter la finalisation de l’évaluation à mi-parcours du programme rwandais , assurer le démarrage rapide des activités de réintégration menées en Angola et bénéficiant d’un financement au titre du programme ; identifier quelles sont les prochaines étapes du programme national ougandais ; et appuyer le démarrage du programme en RCA.
- *Projets spéciaux* : finaliser les accords de don avec UNICEF-NY concernant un projet en RDC ; assurer l’harmonisation opérationnelle du projet spécial en faveur des enfants soldats au Burundi avec le programme national ; surveiller que les conditions d’entrée en vigueur soient bien remplies en Ouganda et commencer le décaissement ; assurer le suivi des activités de clôture du projet angolais et apporter un soutien pour l’évaluation finale du projet ; continuer à assurer le suivi des activités de projets menées en RDC ; signer un protocole d’accord avec le programme national ; amender les accords de don dont doit bénéficier le consortium des ONG ; créer un système unifié applicable à l’établissement de rapports et un système de suivi de l’avancement des projets spéciaux, et produire des rapports de suivi financier.
- *Activités régionales* : travailler avec les gouvernements de la RDC et du Rwanda en vue de développer davantage des stratégies de communications transfrontalières. Dans ce contexte, évaluer les possibilités de collaborer avec le Mécanisme Conjoint de Vérification. Identifier également dans quelle mesure il est possible de faciliter le retour des ex-combattants Rwandais et Congolais en Angola.
- *Gestion du Programme* : finaliser le don du Fonds fiduciaire du MDRP pour la RDC et commencer les décaissements pour la RDC et l’Angola ; examiner les rapports de suivi financier (FMR) et effectuer les décaissements au titre de tous les projets spéciaux ; modifier les accords administratifs de façon à permettre l’achat de véhicules pour le personnel de terrain ; prévoir d’organiser une « retraite » des membres du personnel afin de faciliter l’intégration des personnes nouvellement recrutées ; apporter un soutien à la mission indépendante d’évaluation à mi-parcours ; organiser la réunion du Comité du Fonds fiduciaire prévue pour novembre 2004; et solliciter les contributions du Royaume-Uni et de la Commission Européenne.

**Annexe 1: État d'avancement des programmes nationaux (au 30 Septembre 2004)**

<i>Programme national</i>	<i>État d'avancement</i>	<i>Questions en suspens</i>	<i>Coût global du programme (en dollars )<sup>1</sup></i>	<i>Financement IDA / FF (en dollars )</i>	<i>Décaissements en date IDA<sup>2</sup>/FF (en dollars )</i>	<i>État d'avancement du programme opérationnel</i>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Angola</b> Projet d'urgence à l'appui de la démobilisation et de la réintégration</li> </ul>	Entrée en vigueur en mars 2004 (décaissements en cours). Accord de don du FF du MDRP signé	Accord de don au titre du MDTF finalisé et premier décaissement en cours de préparation.	179 700 000	IDA: 33 000 000  FF 48 400 000	IDA: 3 010 006  FF: 0	- 97 138 membres de l'UNITA démobilisés et renvoyés dans leurs foyers - ~ 62 400 ont reçu des trousseaux de réinstallation, 49 800 des indemnités de réinsertion, 6 400 ont été officiellement employés et 4 400 ont reçu une formation à ce jour
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Burundi</b> Projet d'urgence en appui à la démobilisation, la réinsertion et la réintégration</li> </ul>	L'accord de don du FF du MDRP signé le 16 juillet. Don de l'IDA en vigueur depuis le 10 septembre.	Accord sur l'harmonisation des grades. Clarification des critères de démobilisation. Harmonisation de la planification de la réforme du secteur de la sécurité et de la planification de la DDR.	84 400 000	IDA: 33 000 000  FF: 41 800 000	IDA: 476 019  FF: 1 750 000	- Centres de démobilisation opérationnels - Personnel du Secrétariat exécutif /NCDRR recruté - Personnel requis de l'ONUB déployé - Équipes de liaison mises en place
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>RCA</b> Programme de réintégration et de soutien communautaire pour les ex-combattants (exécuter en tant que projet spécial)</li> </ul>	Projet approuvé en avril 2004. Financement rétroactif à dater de février 2004.	Accord de don signé par toutes les parties et premier décaissement en cours de préparation.	13 019 493	FF: 9 777 343 (Financé au titre des projets spéciaux)	FF: 0	
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>RDC</b> Projet d'urgence à l'appui de la démobilisation et de la réintégration</li> </ul>	Programme approuvé par le Conseil de la BM en mai 2004. Mise en oeuvre prévue en octobre 2004. Accord de don MDTF en cours de préparation	Conditions d'entrée en vigueur : critères d'admissibilité ; recrutement du personnel et de l'agence de gestion financière ; Manuel d'exécution du Projet.	200 000 000	IDA: 100 000 000  FF: 100 000 000	IDA: 394 955  FF: 0	
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Rép. Congo</b></li> </ul>	Projet de programme national en cours d'élaboration					
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Rwanda</b> Projet de démobilisation et de réintégration</li> </ul>	Entrée en vigueur du programme : septembre 2002 (décaissements en cours)	Examen à mi-parcours prévu pour décembre 2004	53 300 000	IDA: 25 000 000  FF: 14 000 000	IDA: 11 110 088  FF: 3 624 471	21 592 : démobilisés 28 852 : ont reçu des kits nécessaires à leurs besoins fondamentaux de réinsertion, 19 282 : ont reçu un appui à la réintégration 11 098 : ont reçu des dons par le biais du guichet d'appui aux groupes vulnérables.

<sup>1</sup> Recouvre le financement par les autorités publiques, le financement bilatéral et le financement octroyé au titre de projets spéciaux.

<sup>2</sup> Y compris des fonds émanant du mécanisme de financement pour la préparation des projets (PPF)

**MDRP –Progress Report – July to September 2004**

<i>Programme national</i>	<i>État d'avancement</i>	<i>Questions en suspens</i>	<i>Coût global du programme (en dollars )<sup>1</sup></i>	<i>Financement IDA / FF (en dollars )</i>	<i>Décaissements en date IDA<sup>2</sup>/FF (en dollars )</i>	<i>État d'avancement du programme opérationnel</i>
<b>1. Ouganda</b>	Examen de la politique de défense terminé ; Livre blanc sur la défense publié . Pas encore d'avant-projet national	Discussion en cours avec le gouvernement				
					<b>Décaissements totaux: DA :</b>	<b>14 191 065</b>
					<b>FF:</b>	<b>5 374 471</b>

Annexe 2: État d'avancement des projets spéciaux (au 30 Septembre 2004)

	<i>Organisme d'où émane la proposition</i>	<i>Intitulé du projet</i>	<i>Examen du CAH</i>	<i>Proposition soumise de nouveau en</i>	<i>Budget approuvé (USD)</i>	<i>Stade où en sont les accords juridiques</i>	<i>Décaissements des fonds</i>	<i>Programmes opérationnels</i>
République Démocratique du Congo	1. Save the Children-UK	Appui à la réunification et à la réinsertion des enfants-soldats en RDC	Février 2003	Avril 2003	2 456 178	Accord de don signé en octobre 2003	1ère tranche de USD 963 000 décaissée en mars 2004	2 <sup>ème</sup> rapport de situation reçu.
	2. Comité international de secours –IRC-	Evaluation de la situation et projets-pilotes de démobilisation et de réinsertion des enfants-soldats en Province Orientale, au Nord Katanga, au Maniema	Février 2003	Mars 2003	6 989 340	<i>Accords de don signé par toutes les parties.</i>	<i>1ère tranche de USD 2 millions décaissée en janvier 2004</i>	<i>2ème rapport de situation reçu.</i>
	3. IFESH							
	4. CARE							
	5. PNUD/ Gouvernement RDC	Redressement de la situation des communautés et réintégration des ex-combattants au Congo oriental	Février 2003	Mai 2003	5 000 000	Accord de don signé par toutes les parties.	1 <sup>ère</sup> tranche de USD 2,8 millions décaissée en janvier 2004	2 <sup>ème</sup> rapport d'exécution attendu.
	6. PNUD	Mécanismes d'intervention rapide	Juin 2003	Juillet 2003	4 629 870	Accord de don signé par toutes les parties.	1 <sup>ère</sup> tranche USD 3,2 millions décaissée en janvier 2004	2 <sup>ème</sup> rapport d'exécution attendu.
	7. Croix-Rouge belge	Renforcement des capacités et appui à la prévention du recrutement des enfants dans les groupes armés, démobilisation et réinsertion de ces enfants.	Juillet 2003; Septembre 2003	Août 2003	2 157 754	Accord de don signé par toutes les parties.		Une clause de paiement rétroactif de 20% a été approuvée pour permettre le démarrage des activités.
	8. UNICEF	Prévention du recrutement d'enfants dans les groupes armés, démobilisation et de réinsertion des enfants associés aux forces armées.	Octobre 2003	Novembre 2003	4 997 000	Préparation de la proposition pour approbation par la Banque mondiale.		

**MDRP –Progress Report – July to September 2004**

	<i>Organisme d'où émane la proposition</i>	<i>Intitulé du projet</i>	<i>Examen du CAH</i>	<i>Proposition soumise de nouveau en</i>	<i>Budget approuvé (USD)</i>	<i>Stade où en sont les accords juridiques</i>	<i>Décaissements des fonds</i>	<i>Programmes opérationnels</i>
<b>ANGOLA</b>	9. PNUD (en partenariat avec la FAO)	Proposition conjointe de projet spécial à l'appui de la réinsertion des soldats démobilisés en Angola.	Mars 2003	Avril 2003	4 336 483	Accord de don signé par toutes les parties.	3 tranches de USD <b>4, 075 millions</b> décaissés à ce jour.	Intrants agricoles distribués 45 000 pers.; 4 700 pers. placées dans des activités de réinsertion économique
<b>BURUNDI</b>	10. UNICEF	Proposition de projet spécial à l'appui de la démobilisation, de la réinsertion et de la prévention du recrutement d'enfants soldats	Juin 2003	Août 2003	3 536 000	Accord de don signé par toutes les parties.	1er décaissement en préparation.	
<b>UGANDA</b>	11. Commission d'amnistie	Rapatriement, réhabilitation et réinsertion des « Reporters » (forces irrégulières qui se sont rendues) en Ouganda.	Novembre 2003	Janvier 2004	4 204 000	Accord de don signé par toutes les parties.	1er décaissement en préparation.	Entrée en vigueur prévue en novembre 2004.
<b>CAR</b>	12. Gouvernement RCA/ PNUD	Projet spécial de démobilisation et de réinsertion d'ex-combattants (alternative au programme national)	Février 2004	Février 2004	9 777 343	Accord de don signé par toutes les parties.	1er décaissement en préparation.	Une clause de paiement rétroactif de 10% sera soumise en même temps que les propositions pour permettre le démarrage des activités.

**Annexe 3: Fonds fiduciaire du MDRP (TF50574)  
État financier non-vérifié\***

Catégories d'entrées et de sorties	USD	
	au 30/sept/04	au 30/juin /05
<b>1. Montant reçus à ce jour</b>		
a. Contributions des bailleurs des fonds	92,556,459	92,556,459
- Belgique	10,992,483	10,992,483
- Canada	7,087,257	7,087,257
- Danemark	2,486,188	2,486,188
- Communauté européenne	10,916,000	10,916,000
- France	2,078,600	2,078,600
- Allemagne	2,282,248	2,282,248
- Italie	1,714,050	1,714,050
- Pays-Bas	39,275,743	39,275,743
- Norvège	3,533,070	3,533,070
- Suède	2,190,820	2,190,820
- Royaume Uni	10,000,000	10,000,000
b. Revenus de placements**	1,849,015	1,600,859
<b>Montant total reçu</b>	<b>94,405,474</b>	<b>94,157,317</b>
<b>2. Décaissements à ce jour</b>		
a. Programmes nationaux	5,374,471	2,685,773
b. Projets spéciaux.	13,066,808	12,165,652
c. Activités régionales	639,794	628,436
d. Gestions des programmes ***	3,827,992	3,291,052
e. Frais administratifs du fonds fiduciaire **	555,339	381,797
<b>Montant total des décaissements</b>	<b>23,464,403</b>	<b>19,152,709</b>
<b>3. Montant total des décaissements</b>	<b>70,941,070</b>	<b>75,004,608</b>

\* au 30/09/04

\*\* Revenus des placements et frais administratifs au 10/01/04

\*\*\* Comprend la participation du Secrétariat du MDRP à l' administration générale du programme ainsi qu' à la gestion des programmes nationaux et des projets spéciaux

**Annexe 4: Plan de travail du MDRP: octobre à décembre 2004**

<i>Composantes</i>	<i>Actions prévues</i>	<i>Date butoir</i>	<i>Responsables</i>	<i>Commentaires</i>
<b>A. Programmes nationaux</b>				
• Angola	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Effectuer la mission de supervision</li> <li>▪ Traiter les dossiers nécessaires au 1er décaissement au titre du FF du MDRP</li> <li>▪ Décaisser les fonds au titre de don du FF</li> <li>▪ Examiner la première série d'accords de sous-projet de réinsertion et donner un avis de non-objection</li> <li>▪ Faciliter la diffusion des études de réinsertion</li> </ul>	<p>Oct. 2004</p> <p>Oct. 2004</p> <p>Oct. 2004</p> <p>Oct. 2004</p> <p>Dec. 2004</p>	<p>Banque mondiale</p> <p>Banque mondiale /Gouvernement</p> <p>Gouvernement</p> <p>Banque mondiale</p> <p>Banque mondiale /Luanda</p>	Signature du don le 20 septembre par le Gouvernement angolais.
• Burundi	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Finaliser critères démobilisation</li> <li>▪ Synchroniser l'intégration des militaires et de la police avec la démobilisation.</li> <li>▪ Entamer les activités de démobilisation</li> </ul>	<p>Octobre 2004</p> <p>Novembre 2004</p> <p>Novembre 2004</p>	<p>Chefs d'état major et JCC (intégrés)</p> <p>Chefs d'état major, JCC, ONUB et Secrétariat exécutif /NCDRR (intégrés)</p> <p>Secrétariat exécutif /NCDRR et ONUB</p>	
• RCA	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪Effectuer le 1er décaissement</li> <li>▪Recrutement du personnel national et rénovation des bureaux</li> <li>▪Stratégie de sensibilisation</li> <li>▪Système de gestion de l'information</li> <li>▪Commission nationale prête à fonctionner</li> </ul>	<p>Oct. 2004</p> <p>Oct-Dec2004</p> <p>Oct-Dec2004</p> <p>Oct-Dec2004</p> <p>Oct-Dec2004</p>	<p>Banque mondiale</p> <p>PNUD/ Gouvernement</p> <p>PNUD/Gouvernement</p> <p>PNUD</p> <p>Gouvernement /PNUD</p>	
• Congo	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪Finaliser le nouveau programme national et la structure de coordination</li> <li>▪Mission formelle d'évaluation</li> <li>▪Approbation par les Bailleurs de fonds.</li> </ul>	<p>Oct 2004</p> <p>Nov. 2004</p> <p>Dec. 2004</p>	<p>Gouvernement /MDRP et partenaires du MDRP, partenaires et Banque mondiale, MDRP</p>	
• RDC	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Signature du don du MDTF</li> <li>▪ Entrée en vigueur du Don de l'IDA</li> <li>▪ 1<sup>er</sup> décaissement au titre du don du FF</li> </ul>	<p>Octobre 2004</p> <p>Octobre 2004</p> <p>Novembre 2004</p>	<p>Banque mondiale / Gouvernement</p> <p>BM/ Gouvernement</p> <p>BM/ Gouvernement</p>	
• Rwanda	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Renforcer les liens entre RDRC et Gouvernement de la RDC</li> <li>▪ Terminer l'examen de mi-parcours</li> <li>▪ Renforcer l'assistance fournie en vue de la réinsertion</li> </ul>	<p>En cours</p> <p>Décembre 2004</p> <p>En cours</p>	<p>Équipes Conjointes de Vérification, MONUC et Secrétariat du MDRP</p> <p>RDRC, CCT et Banque mondiale</p> <p>RDRC et CCT</p>	

## MDRP – Progress Report – July to September 2004

<i>Composantes</i>	<i>Actions prévues</i>	<i>Date butoir</i>	<i>Responsables</i>	<i>Commentaires</i>
• Ouganda	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Décisions relatives à la taille future de l'UPDF et condition de démobilisation</li> <li>▪ Évaluation des perspectives de mise en place d'un programme national de DDR et examen des besoins d'un tel programme au titre du MDRP</li> </ul>	<p>4eme trimestre de 2004</p> <p>Octobre 2004</p>	<p>Gouvernement</p> <p>Gouvernement et autres partenaires MDRP</p>	
<b><i>B. Projets spéciaux</i></b>				
• Angola	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Examiner quelles sont les possibilités que les projets spéciaux continuent à bénéficier de l'appui institutionnel de la FAO et du PNUD</li> <li>▪ Soumettre le rapport trimestriel à examen et commentaire</li> <li>▪ Examiner les Rapports de suivi financier (FMRs) et décaisser les fonds restants</li> <li>▪ Superviser les sous-projets</li> <li>▪ Procéder à l'examen financier des sous-projets</li> <li>▪ Discuter et préparer les TDR en vue de l'examen des projets spéciaux</li> </ul>	<p>Oct 2004</p> <p>Oct 2004</p> <p>Oct/Nov 2004</p> <p>Oct-Dec 2004</p> <p>Oct-Dec 2004</p> <p>Nov 2004</p>	<p>Banque mondiale/Gouvernement</p> <p>Banque mondiale</p> <p>Banque mondiale</p> <p>PNUD/ Gouvernement</p> <p>PNUD</p> <p>BM/PNUD/Gouvernement</p>	
• Burundi-UNICEF	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Décaissement de la 1ère tranche de financement</li> <li>▪ Intégration des principales activités au programme national de DRR</li> </ul>	<p>Octobre 2004</p> <p>Décembre 2004</p>	<p>Banque mondiale</p> <p>Structure chargée du Projet national pour les enfants soldats / NCDRR / UNICEF / Secrétariat MDRP</p>	
• RDC-SCF	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Aide à l'exécution</li> </ul>	<i>En cours</i>	MDRP	
• RDC-Consortium d' ONG	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Aide à la mise en œuvre</li> <li>▪ Finaliser les protocoles d'accord avec le CONADER</li> </ul>	<i>En cours</i>	MDRP	
• RDC-PNUD Com. Réinsertion	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Aide à la mise en œuvre</li> <li>▪ Finaliser les protocoles d'accord avec le CONADER</li> </ul>	<i>En cours</i>	MDRP	
• RDC-PNUD RRM	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Aide à l'exécution</li> <li>▪ Finaliser les protocoles d'accord avec le CONADER</li> </ul>	<i>En cours</i>	MDRP	
• RDC-Croix-rouge belge.	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Aide à l'exécution</li> <li>▪ Finaliser les Protocoles d'accord avec le CONADER</li> </ul>	<i>En cours</i>	MDRP	
• RDC-UNICEF	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Signer l'Accord de don</li> </ul>	Octobre 2004	BM, UNICEF	

**MDRP – Progress Report – July to September 2004**

<i>Composantes</i>	<i>Actions prévues</i>	<i>Date butoir</i>	<i>Responsables</i>	<i>Commentaires</i>
• Ouganda- Comm. d'amnistie.	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Finaliser Manuel d'exécution du projet</li> <li>▪ Modifier la loi d'amnistie</li> <li>▪ Aide à la préparation du projet</li> <li>▪ Recrutement et passation des marchés</li> <li>▪ Décaissement du Don</li> </ul>	<p align="center">Octobre 2004            Novembre 2004  <i>En cours</i>  <i>En cours</i>            Novembre 2004</p>	<p align="center">Comm. amnistie            Gouvernement            Secrétariat MDRP            Comm. Amnistie            Gouvernement / Secrétariat MDRP / BM</p>	
<b>C. Activités Régionales</b>				
• Retour des combattants Rwandais et Congolais en Angola	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Étudier avec le GOA quelles sont les options qui s'offrent pour faciliter le retour des Rwandais</li> <li>▪ Appuyer la visite des Rwandais en Angola, si nécessaire</li> <li>▪ Aborder la question avec le GDRC</li> </ul>	<p align="center">Oct 2004             Nov-Dec 2004            Nov-Dec 2004</p>	<p align="center">Secrétariat MDRP             Secrétariat MDRP            Secrétariat MDRP</p>	<p align="center">Environ 200 rwandais et 300 congolais</p>
• RDC-Rwanda Sensibilisation transfrontière	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Soutenir la reprise des efforts déployés en vue de l'exécution de la stratégie conçue par les gouvernements de la RDC et du Rwanda</li> </ul>	<p align="center">En cours</p>	<p align="center">Gouv. rwandais, Gouv. de la RDC, MONUC, Secrétariat MDRP</p>	
<b>D. Gestion du Programme</b>				
• Suivi du programme	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Signer un contrat avec la firme retenue</li> <li>▪ Fournir les informations initiales et la documentation</li> <li>▪ Faciliter les visites aux principaux pays</li> <li>▪ Fournir données, opinions et perceptions ayant trait au programme</li> <li>▪ Commenter les résultats initiaux</li> <li>▪ Examen et commentaire sur la première version</li> <li>▪ Examen et commentaire sur la version finale</li> </ul>	<p align="center">Oct 2004            Oct 2004            Oct 2004            Oct-Nov 2004             Nov 2004            Nov 2004            Dec 2004</p>	<p align="center">Secrétariat MDRP/BM            Secrétariat MDRP            Secrétariat MDRP            Secrétariat MDRP et Partenaires             Secrétariat MDRP            Secrétariat MDRP et Partenaires            Secrétariat MDRP et Partenaires</p>	
• Administration du programme	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Conduire une mission conjointe (JSM) et conclure</li> <li>▪ Finaliser le rapport de la mission (JSM)</li> <li>▪ Réunion du Comité du FF</li> <li>▪ Modifier les accords admin. d'achat des véhicules</li> <li>▪ Appel de fonds pour la contribution Allemande</li> <li>▪ Appel de fonds pour la contribution du Royaume Uni</li> <li>▪ Appel de fonds pour la contribution CE</li> </ul>	<p align="center">Oct-Nov 2004            Nov 2004            Nov 2004            Dec 2004            Oct 2004            Dec 2004            Dec 2004</p>	<p align="center">Secrétariat MDRP/Banque            Secrétariat MDRP            Secrétariat MDRP et Partenaires             Secrétariat MDRP            MDRP Sect./Partenaires            Secrétariat MDRP.</p>	